

Mesure et valeur comptables et financières (réflexions sur une pratique)

Christophe Beth
Expert comptable

La partie double, un émerveillement jamais démenti

Pour commencer cette discussion autour de la question de la mesure et de la valeur dans la sphère comptable et financière, je voudrais partir d'un émerveillement personnel, en l'occurrence la découverte au cours de ma vie universitaire de la partie double. Comme l'a souligné Oswald Spengler (1948[1918]), l'essor du capitalisme doit beaucoup à cette découverte dans l'Italie de la Renaissance par ceux-là mêmes qui ont théorisé la perspective en peinture. Essayons donc d'expliquer en quoi cette novation est renversante.

Avant la partie double – et pour simplifier – deux dispositifs comptables existaient parallèlement et souvent de manière complémentaire : d'une part celui géré le plus souvent par les ordres religieux (notamment l'Ordre des Templiers), qui du fait de leur crédit tenaient des registres de créances et dettes *en temps réel* pour eux-mêmes, mais aussi pour des tiers; d'autre part celui qui était plutôt l'apanage des armateurs et des commerçants, notamment vénitiens, qui consistait en termes

modernes à suivre des « projets », par exemple le fait d'armer un bateau, de collecter des fonds pour financer les marchandises et de *suivre l'évolution du projet sur toute sa durée*, jusqu'à ce que les bateaux reviennent à bon port et que les investisseurs puissent récupérer leur mise.

Dans le premier dispositif, ce qui prime c'est la *position à tout instant* de chaque intervenant non pas seulement vis-à-vis de l'Ordre mais également et potentiellement vis-à-vis de tous les autres intervenants de la transaction. Derrière cette mécanique se profile le phénomène concomitant des « changeurs » qui ont accompagné le développement des échanges en Europe par la mise au point d'outils de compensation qui évitaient les transferts d'argent, trop risqués, en les limitant au seul règlement des soldes. Certes, le système n'informe pas sur le résultat des échanges, mais il garantit, par son instantanéité et sa permanence, une extension, notamment *territoriale*, des affaires.

Le second dispositif met l'accent sur la capacité à rendre des comptes sur *une activité*. Il rassemble dans un même document les montants investis, les dépenses et les recettes au cours de la vie du projet (dont certains à perte, lors de naufrages ou de pillages, par exemple), ce qui permet le partage du solde final en proportion des mises initiales. Ce qui apparaît en filigrane c'est l'unité et la *singularité* d'un projet, l'acceptation d'un engagement dans le temps (celui du projet), des *risques associés* et de *résultats* en fonction des risques encourus.

Malheureusement, les deux systèmes ne pouvaient pas être réunis car ils étaient tous deux portés par un enregistrement *simple* : les engagements et les paiements d'une part, les dépenses et les recettes d'autre part. Or, un entrepreneur a envie de connaître à la fois ses créances et ses dettes, la valeur de son patrimoine et le résultat de toutes ses activités ! C'est la trouvaille géniale de la partie double, dont la mise en œuvre sera très progressive, qui permet de réunir les deux perspectives. Voyons rapidement en quoi elle consiste puis de quelle manière elle rend possible un dispositif de mesure et surtout une universalisation des échanges.

L'émergence d'un protocole de mesure du résultat des activités économiques et financières

La partie double consiste à traduire la polarité de chaque transaction, le fait que dans tout échange il y a une origine et une destination, autrement dit une ressource et un emploi, qu'il y a nécessairement une

transformation, un état avant et un état après : quand j'achète des marchandises, c'est le crédit que m'accorde le fournisseur (il a confiance en mon paiement futur) qui rend possible la livraison des marchandises; le crédit-fournisseur (ma dette à son égard) est la ressource, l'acquisition de marchandises en est l'emploi. De même, le tirage sur mon compte en banque est la ressource qui va permettre de régler ma dette et la diminution de la dette en est l'emploi... Cette polarité traduit la dimension intrinsèquement *cyclique* des activités économiques et l'inscription originelle de la comptabilité moderne dans le mouvement « universel » de l'argent et de la plus-value : la figure A-M-A' de Marx dans *Le capital* (1968[1867]) résume parfaitement ce que la partie double va aider à mettre à jour et développer¹.

La généralisation de la partie double a pris du temps et la présentation des principaux moments de cette transformation de la comptabilité des entreprises aide à mettre en lumière les principales caractéristiques de la comptabilité comme protocole et technique de mesure.

Si vous avez une expérience minimale de l'entreprise, vous savez probablement que les « comptes » sous leur forme agrégée et officielle sont notamment composés d'un bilan et d'un compte de résultat. Le bilan recense à une date donnée les actifs (biens et droits détenus par l'entreprise) et l'ensemble de ses dettes (ses passifs externes), la différence constituant la situation nette de l'entreprise, autrement dit son patrimoine net (passifs internes, traduisant le droit de propriété des associés ou actionnaires). Le compte de résultat résume pour sa part la façon dont les opérations de l'entreprise sur une période donnée, ici l'exercice, se sont concrétisées par un résultat. À l'origine, la comptabilité avait une finalité essentiellement patrimoniale, visant à appréhender d'un seul mouvement la question des créances et des dettes, et plus largement celle des actifs et des passifs externes, ainsi que celle de l'enrichissement au travers de l'évolution de la situation nette sur une période donnée. Au départ, donc, et de façon largement théorique, la partie double piste les opérations *réelles* en traduisant les mouvements de poste à poste à l'intérieur du bilan; on suit ainsi de proche en proche chacune des étapes de production et de transaction, en s'épargnant volontairement les paiements différés et donc les créances et les dettes:

¹ C'est dans la Section 1 du *Capital* que Marx (1968) évoque AMA' (et ensuite la question de la plus-value). Il oppose l'échange de marchandises monétarisées (MAM), où le motif de la transaction est l'échange fondé sur les valeurs d'usage, au cycle AMA' où le motif transactionnel est l'argent et la valorisation (A'-A). Dans le premier cas, A est simplement argent, porte-valeur ; dans la figure AMA', qui est celle du capitalisme, A est le capital dont la finalité est sa valorisation.

Création de la société (100)		
Trésorerie	100	Capital
Achats de matières premières (20)		
Matières premières	20	Capital
Trésorerie	80	
Production des pièces / Paiement du travail à la pièce (40)		
Matières premières	0	Capital
Produits finis	60	
Trésorerie	40	
Ventes des produits (65)		
Matières premières	0	Capital
Produits finis	0	Résultat
Trésorerie	105	

Cette progression haletante met en scène A-M-A' et appelle les observations suivantes :

- On identifie aisément de la production, des transactions et des paiements, auxquels correspondent des cycles spécifiques.
- La production est interne (sanctionnée par l'évolution des stocks et encours de production) et se fait toujours à *valeur constante*. Les paiements comme les transactions mobilisent l'extérieur, mais si les paiements et les transactions entrantes se font également à valeur constante, les transactions sortantes (les ventes comme confrontation au marché) font apparaître un *différentiel de valeur* positif ou négatif, correspondant au A' - A du *Capital* et participant à la formation du résultat.
- Le différentiel de valeur n'est acquis que lorsque la transaction en question est encaissée, ce qui éclaire le double « saut périlleux de la marchandise » de Marx (1963)², dans la confrontation du coût de production avec le prix de vente et dans l'encaissement de la vente.

Très vite, le suivi pas à pas de la production s'avère impossible, notamment parce que la production artisanale va céder la place à la production industrielle, plus complexe, multi-produits, où l'inventaire permanent est impraticable. La comptabilité va alors engager une rupture décisive : on ne trace plus des opérations physiques élémentaires, on suspend momentanément la connaissance du résultat, mais on enregistre simplement les supports *contractuels* et donc *informationnels* au jour le jour, et on se fixe une échéance à laquelle on

² Marx parle du « saut périlleux de la marchandise », notamment dans le contexte des crises et des cycles économiques (surproduction), pour souligner que l'objectif de valorisation n'est pas toujours atteint. Dans certains cas, le prix A' offert est inférieur au capital A engagé dans la production et dans d'autres cas le client n'honore pas sa dette. D'où la notion de double saut périlleux qui traduit le risque de marché (coût inférieur au prix de marché) et le risque de solvabilité (demande du produit non solvable).

calculera le résultat (la notion d'exercice). Pour parvenir à cette fin, le bilan est enrichi du compte de résultat qui en constitue un démembrement : il accueille mécaniquement les flux élémentaires entrant dans le processus de production, sans se préoccuper ni des consommations effectives (les stocks ne sont pas suivis) ni, surtout, du différentiel de valeur de chaque vente. À la fin de l'exercice les écritures d'inventaire ont pour objectif de rapprocher le solde « informationnel » du solde « réel ». Le terme d'inventaire est éclairant car il exprime à la fois la taxonomie, l'exigence normative, mais aussi l'examen critique et le jugement – que l'on songe à la mise en scène du droit d'inventaire lors des changements de majorité !

Nous en avons assez dit pour maintenant qualifier la comptabilité dans son rapport avec la mesure et la valeur.

Premièrement, la comptabilité combine l'efficacité vertigineuse d'une technique reproductible et aveugle de traitement d'informations et la nécessité d'un retour du sujet, d'un moment réflexif et critique, d'une confrontation avec le « réel » pour « arrêter » les comptes, sous le patronage des normes comptables³; en quelque sorte une double objectivité, l'immatérialité et la continuité du processus informationnel (la partie double anticipait et présupposait en quelque sorte l'informatique) et l'apparente neutralité des principes comptables, confrontée à une double subjectivité, celle évidente de l'entrepreneur ou du conseil d'administration et celle moins visible des acteurs de la normalisation, dont nous reparlerons plus loin. Ici, la sémantique est bien utile : l'arrêté sous-entend la coupure – comme l'anglais le dit clairement: *cut off* – la rupture, en clair la décision (dont l'étymologie est imparable) et ses modalités subjectives et potentiellement conflictuelles. Comprenons bien : la seule technique comptable ne contient nullement en elle-même ses propres critères de validation du résultat. Cela peut être illustré de plusieurs manières. Par exemple, l'évaluation d'un projet requiert une estimation de l'avancement, nécessairement extra-comptable, à partir d'une expertise opérationnelle et critique. Autre exemple : l'enregistrement d'un produit doit être couplé avec l'ensemble des charges passées mais également futures auxquelles il va, avec une raisonnable probabilité,

³ La comptabilité est avant tout une technique et un protocole de mesure du résultat. Tout protocole de mesure s'appuie sur des normes qui garantissent l'unicité et la consistance de la mesure. Soulignons que la quantité étant un rapport de qualités, la mesure objective est effectivement un phénomène mais elle n'est pas en soi objective. Autrement dit, les normes comptables ont également une fonction de socialisation et d'expression des rapports de forces. L'évolution récente des normes comptables internationales traduit ainsi l'emprise du capitalisme financier sur le capitalisme industriel et la préférence accordée au point de vue des actionnaires. Cette question, cette tension introduit la thématique très importante du rapport de la comptabilité et de la gestion avec le registre langagier et de l'action, que nous développons plus loin. La comptabilité est à la fois technique de mesure (le protocole, la représentation) et expression de la valeur (la performativité, l'action, la tension sociale).

donner lieu, ce qui inclut une prise en compte raisonnée des risques⁴. Il en découle, réciproquement, que l'hypertrophie de la justification comptable est toujours le signe d'un dessaisissement des acteurs, notamment dans la sphère publique !

Deuxièmement, la comptabilité a dépassé le simple statut de pratique professionnelle et informative en intégrant dans sa technique, sans base théorique préalable et par tâtonnements empiriques, les catégories d'espace et surtout de temps. L'espace est doublement mobilisé : en accompagnant les pratiques des « changeurs » et en assurant d'une certaine façon leur unification et leur généralisation, la comptabilité moderne a participé à l'extension des échanges territoriaux, dans le premier mouvement de mondialisation. Surtout, elle a permis de définir les frontières de l'entreprise, son périmètre, en rendant visible et mesurable l'ensemble de ses opérations (à la fois économiques, *via* le compte de résultat, et financières, *via* la généralisation du compte courant et le recensement des actifs physiques) et a ainsi constitué l'espace unifié qui sert de support à la mesure du résultat et du patrimoine.

L'intégration du temps est un changement encore plus significatif. Dans l'introduction, j'ai insisté sur l'opposition entre la permanence et l'instantanéité du système créances/dettes et la singularité du temps des projets, en suggérant que ce n'était pas là la moindre des difficultés. D'une part, les deux systèmes n'étaient pas conciliables et, d'autre part, la consolidation⁵ à un moment donné de plusieurs projets en cours était impossible. En facilitant et en généralisant la notion d'exercice, la comptabilité en partie double a introduit le temps comme unité de mesure des activités économiques et financières. Comme je l'ai évoqué plus haut, deux ingrédients sont nécessaires : l'arrêté des comptes (l'inventaire, le jugement, la décision) et les principes et les normes comptables qui l'encadrent.

Évoquons les plus significatifs. D'abord, la notion d'engagement a permis d'échapper à l'évidence trompeuse des seuls flux de trésorerie et de mettre sur pied le protocole de mesure proprement dit. Un exemple : l'amortissement, qui impose de répartir sur sa durée de vie supposée le coût d'un investissement. L'amortissement ouvre la voie à une comparabilité des coûts des activités et des projets sur une durée étalonnée et indépendamment des durées singulières des cycles

4 Le débat français actuel sur le démantèlement des centrales nucléaires obsolètes est à cet égard édifiant ! Il existait déjà lors de leur lancement, balayé par la technique de... l'actualisation ! L'actualisation est la technique qui permet de comparer des flux de trésorerie de périodes futures différentes. Elle considère qu'une somme C doit rapporter suffisamment pour couvrir le taux des placements sans risque et le risque supposé de l'activité considérée. Le taux d'actualisation a est la somme du taux d'intérêt sans risque et du taux de risque. Actualiser un flux, c'est le ramener à sa valeur aujourd'hui, selon la formule des intérêts composés $C_0 = C_n / (1+a)^n$.

5 La consolidation est l'opération qui consiste à agréger les flux et les stocks de plusieurs activités ou projets en harmonisant la dimension temporelle et en neutralisant les éventuels flux ou stocks internes aux projets ou activités.

concernés et des modes spécifiques de production. Ensuite, le principe de prudence, dont nous reparlerons plus loin, consiste pour sa part à prendre en compte dans le résultat les risques et moins-values potentielles et à différer les plus-values potentielles qui doivent être garanties par la réalité transactionnelle. Nous y voilà : la partie double a permis progressivement de passer du temps singulier des projets au temps abstrait⁶ étalon de l'économie; elle constitue une mécanique prometteuse d'unification et d'actualisation⁷, c'est-à-dire de focalisation ici et maintenant d'activités présentes ou à venir, de projets potentiellement hétérogènes. L'exercice étalon et son temps abstrait sont en quelque sorte le pendant de l'argent équivalent général. Comme Ricardo (1981[1817]) l'évoquait déjà à sa façon : le temps est l'*input* essentiel des activités économiques et financières dont l'*output* est l'argent.

En objectivant l'espace et le temps des échanges, la comptabilité moderne a effectivement ouvert la voie à la financiarisation du monde.

D'abord, pour conclure ce volet sur la comptabilité comme technique et protocole de mesure du résultat, résumons-nous : la partie double a permis une universalisation des échanges en facilitant leur uniformisation. Très vite, la comptabilité a abandonné la chimère d'un suivi opérationnel et réel des activités pour retenir un traitement organisé et bientôt industriel d'un flux d'informations monétarisées. La conjonction de l'exercice étalon et des principes comptables a permis de comparer en les mettant sur un même plan (comme la perspective en peinture) les projets économiques et ainsi de donner une consistance au patrimoine qui auparavant était en quelque sorte fuyant, évanescent du fait de l'incertitude intrinsèque des activités en cours et à venir. Contrairement à son sens commun, le patrimoine dans l'entreprise est une résultante; il n'est pas la collection des actifs que posséderait l'entreprise (sous déduction des dettes), il est cette abstraction de l'actif net (somme des capitaux propres engagés et des résultats non distribués) dont les actifs et les passifs externes sont la contrepartie, c'est-à-dire les moyens. La quintessence de la partie double c'est ainsi l'association d'une ressource, les fonds propres, et un emploi, les actifs moins les passifs externes, qui sont au service des

6 La notion de temps abstrait est double : elle signifie d'abord que dans la mesure comptable le temps se désincarne puisqu'il n'est plus le temps concret, charnel des projets (avec son cortège de jouissances et de souffrances) mais l'étalon qui permet justement le rapport et la mesure ; elle indique surtout que l'input principal du capital, c'est le temps : la valorisation chez Marx ou la rentabilité attendue des capitaux investis dans la théorie financière sont fonction du temps. Où l'on retrouve les intérêts composés ou, dans l'autre sens, l'actualisation. Concrètement, dans la comptabilité, le temps étalon c'est l'exercice comptable.

7 La proximité avec l'actualisation financière n'est pas fortuite : toute transaction et sa traduction en compte rapporte une promesse de flux futurs, sous des modalités fortement diversifiées, à aujourd'hui. Le concept de juste valeur aujourd'hui exprime plus que tout autre cette réalité.

fonds propres ! La comptabilité est la technique et le langage qui constituent le patrimoine en le rendant mesurable.

Ceci nécessite de jeter un regard sur le résultat : il ne s'agit plus d'espèces sonnantes et trébuchantes comme dans l'exemple des projets vénitiens. C'est une abstraction « pure », une sorte de moment de « raison » dénué de toute matérialité et opérationnalité, difficile à comprendre et à appréhender. Figurez-vous, il est au passif, et c'est là sa force : il exprime ainsi sa finalité, contribuer au cycle A-M-A' (l'autofinancement) ou être le gage de dividendes à venir pour les associés ou actionnaires. Le résultat est une anticipation de l'argent, l'actualisation dont nous parlions précédemment, la médiation en quelque sorte entre le prétexte (dans tous les sens du terme) de la capacité réelle de production, le contexte du marché au travers du dispositif normatif et l'obligation de rémunération des financeurs ! C'est, me semble-t-il, l'un des sens de l'évolution des normes internationales et notamment de la « juste valeur »⁸.

La comptabilité excède la simple technique de mesure et diffère doublement de l'image qu'on en a spontanément : contrairement au sens commun, elle ne représente pas l'entreprise – le bilan est avant tout la représentation du résultat. Du fait de l'extension toujours plus forte de son usage mais aussi de ses capacités à la fois réductrices et organisatrices, elle produit des effets bien au-delà du registre habituel de la mesure, elle devient finalement orientée vers l'action, sous le double effet du dispositif gestionnaire et du cadre normatif.

La comptabilité, versant langage, performativité et action

Finie donc la nostalgie des années universitaires et de la partie double ! Portons plutôt notre attention sur le poids croissant des représentations comptables, et pas seulement dans le monde des affaires. En voici rapidement quelques illustrations.

La première est l'inflation du dispositif gestionnaire et son influence sur la vie économique et sociale. Les outils de gestion sont,

⁸ Dans les comptes sociaux, les normes comptables exigent que les actifs soient valorisés à leur coût d'entrée, le cas échéant amortis en fonction de leur durée de vie ; c'est le principe dit du coût historique. Ils doivent en outre être provisionnés, c'est-à-dire dépréciés, si leur valeur de marché ou leur utilité économique est inférieure, alors qu'il n'en est pas tenu compte dans le cas contraire d'une plus-value latente ; c'est le principe essentiel de prudence, qui fonde le fait que le bénéfice est toujours transactionnel, jamais anticipé. Dans les comptes consolidés, c'est-à-dire des groupes de sociétés, les normes internationales autorisent pour certains actifs, essentiellement financiers, une valorisation directement à la valeur de marché ou selon les bénéfices futurs attendus actualisés : c'est la notion de juste valeur, qui aboutit à constater des résultats avant les fourches caudines de la transaction et qui a largement contribué à la crise financière.

conceptuellement et concrètement, dérivés de la comptabilité. En effet, parce qu'elle est fortement réductrice et surtout dès l'origine déconnectée de la sphère opérationnelle⁹, la comptabilité a été complétée de mécanismes visant à enrichir l'information produite. D'abord la comptabilité analytique qui consiste à segmenter l'entreprise et à décomposer le résultat par sections, qu'il s'agisse des produits, des activités et/ou de l'organisation. Archaïque et frustrante à bien des égards¹⁰, la comptabilité analytique a perdu de son influence à partir des années 1970, au profit de l'information dite décisionnelle qui vise à croiser les données comptables avec les indicateurs opérationnels issus d'une approche descriptive des processus et à établir ainsi des objectifs et des indicateurs de performance. Plus récemment, l'accent a été prioritairement mis sur la production de modèles prospectifs économiques et financiers qui combinent une *schématisation* des processus et des activités et une organisation des flux à partir des catégories comptables et de leur puissance unificatrice et structurante. Cette évolution marque clairement le passage d'une technique de mesure qui vise la représentation du patrimoine dans un objectif d'adéquation et de correspondance à un système intégré où la mesure est partie prenante des discours qu'ils soient interprétatifs ou injonctifs. Elle souligne combien, malgré son potentiel performatif (aspect développé dans la partie suivante), la comptabilité a sans cesse besoin de nouvelles mises en perspectives qui produisent des connaissances et des discours renouvelés, mais qui rendent nécessaire le renforcement du cadre normatif.

Le deuxième phénomène est celui de l'informatisation qui, à mon sens, est une forme de prolongation du mouvement initié par la partie double. En effet, la comptabilité a d'abord une dimension informationnelle qui consiste à enregistrer de manière formalisée et contrôlée des flux informationnels élémentaires monétarisés et à les organiser selon une approche à la fois taxonomique et agrégative, dont les caractéristiques essentielles sont le quadrillage systématique de l'espace patrimonial et la continuité non finalisée¹¹ de sa mise en œuvre. La comptabilité a su parfaitement tirer parti de la puissance des bases de données et de la technologie des entrepôts de données, qui ont ainsi permis d'élargir les vues envisageables (*via* la démultiplication

9 Comme nous l'avons vu en première partie, la comptabilité est un processus informationnel structurant mais non finalisé !

10 La tentation analytique est vouée à l'échec parce qu'elle laisse croire qu'une vérité globale surgira d'une approche détaillée par partie ; surtout, la décomposition à laquelle elle procède a deux inconvénients majeurs : le choix des règles d'affectation et de répartition des coûts et, surtout, l'incapacité à saisir la multiplicité des représentations possibles et l'évolutivité intrinsèque du système vivant que constitue l'entreprise. À cet égard, sa logique descendante et analytique interdit toute réflexion de nature systémique avec interactions, rétroactions et transversalités.

11 Ou qui n'a d'autre finalité qu'elle-même, que sa propre reproduction : c'est la fiabilité du processus et sa continuité, garanties par le contrôle interne, qui donnent son efficacité aujourd'hui à la machine comptable et qui exigent ensuite la phase du jugement, c'est-à-dire le passage de la mesure à la valeur.

des axes d'analyse et la connexion avec les approches opérationnelles par processus, comme mentionné ci-dessus) et de renforcer la puissance de synthèse multidimensionnelle.

Cette évolution met en lumière deux aspects essentiels. Il s'agit d'abord de l'enrichissement évident du langage comptable (qui rend possible la mesure) grâce auquel la force de conviction de la mesure va à son tour être démultipliée. L'autre aspect, moins souvent souligné, est le conditionnement comptable du fait d'une grille de lecture fortement déterminée par l'apparente rationalité du quadrillage taxonomique, par la qualité dégradée de l'information monétarisée et par l'effet de myopie suscité par la continuité du processus qui laisse accroître une sorte de saturation de représentation des *process*¹².

Le dernier aspect sur lequel je souhaite attirer votre attention est ce que je dénommerais volontiers « la comptable attitude », c'est-à-dire cette redoutable tendance à voir de plus en plus le monde à travers les lunettes comptables. Elle est présente dans la vie individuelle, où chacun est exhorté à bien « gérer » ses émotions, son argent, ses rencontres, ses actions; dans la sphère publique où, du moins en France, la Réforme Générale des Politiques Publiques vise à appliquer les recettes de gestion par la performance et d'approche par processus sans examen conceptuel et critique préalable des modalités de transposition, notamment sur la question de la nature des échanges et de leurs finalités.

Ces différents exemples traduisent un monde saisi par le prisme comptable, c'est-à-dire la façon dont la comptabilité a été un des vecteurs de la financiarisation, de mise en ordre d'une forme de démesure. Pourtant, si la comptabilité fait partie sans conteste du réel, en ce sens que le patrimoine mesuré et la mesure comptable qui le rend visible sont indissociables, il n'en demeure pas moins que le paradigme comptable, qui est, par construction, informationnel, analytique, monétaire et réducteur, interdit toute reconquête de la diversité des relations, des processus, des compétences qui président à la formation du patrimoine. Pour éclairer cette incontestable efficacité

12 La notion de saturation des représentations est centrale et double. Elle renvoie d'abord à une prétention de complétude, à l'idée que la représentation fonctionnerait comme image ou reproduction efficiente ; donc, qu'un savant découpage permettrait d'accéder au tout ! Je pense à ce passage du film *Le Mépris* de Jean-Luc Godard où Brigitte Bardot pose une litanie de questions à Michel Piccoli sur les parties de son corps : « tu aimes mes lèvres ? », « tu aimes mes seins ? », etc., qui se conclut par un magistral « alors, tu m'aimes totalement ? ». Plus profondément, elle manifeste que le déploiement de la représentation peut aboutir à une désertion de la pensée et à un effacement progressif du sujet ; autrement dit, que la représentation comptable et les discours qui vont avec sont parfois soulants et manipulateurs.

de la comptabilité et en même temps ses limites, il nous faut revenir sur ses capacités énonciatrices, donc sur les effets de langage qui lui sont propres. Je suis en effet tenté de dire que la comptabilité a supposé dès l'origine un langage pour produire les comptes et qu'elle a suscité en retour des discours qui la constituent comme réalité sociale à part entière.

Évoquer le langage comme moment constitutif de la production des comptes, c'est simplement affirmer que la mesure comptable n'a ni capacité ni vocation à traduire directement un réel dont la complexité est telle qu'il lui est inaccessible. Le langage met en œuvre un angle d'attaque, propose des normes de codification et d'interprétation qui vont permettre de cibler et de représenter les phénomènes à mesurer, en l'espèce les activités économiques et financières des entreprises.

C'est *l'usage* de la comptabilité qui appelle pourtant le plus de commentaires. Des comptes en tant que tels on ne peut pas dire grand-chose, sinon répéter, de façon plus ou moins élaborée, ce qu'ils disent déjà d'eux-mêmes. Pourtant, force est de constater qu'ils génèrent d'innombrables discours avec des effets tantôt « agissants », tantôt « régissants ». Par effets « agissants », nous entendons la performativité de la mesure comptable; par « régissants », nous visons la superstructure normative qui s'est progressivement constituée à partir de la pratique comptable effective, pour l'encadrer et la réglementer.

La performativité recouvre deux aspects selon nous complémentaires, à savoir d'une part que l'énoncé même constitue ce qu'il désigne et d'autre part qu'il produit des effets qui n'étaient pas contenus nécessairement dans sa formulation. Autrement dit, on peut parler de performativité chaque fois que des énoncés ont des effets autonomes, décalés de la formulation initiale, mais qui continuent de lui être rattachés sans contestation. La comptabilité est performative d'une part parce qu'elle donne à voir un patrimoine qui sans cela serait assez insaisissable et surtout parce qu'elle constitue l'espace de discussion et de confrontation autour des enjeux de l'entreprise. Je vais prendre deux exemples significatifs pour illustrer ce propos.

Le premier concerne le moment particulier de l'arrêté des comptes dont nous avons parlé et qui constitue cet instant critique et de jugement visant à faire coïncider, dans la mesure du possible, les flux informationnels et les flux réels dans toute leur complexité. Or, la complexité ne tient pas uniquement à la réalité opérationnelle des transactions et productions concernées, mais à l'anticipation

incontournable de ses effets sur les acteurs concernés :

- Les salariés à qui on va servir un discours souvent paternaliste ou anxiogène sur la situation de l'entreprise, assortie d'un cortège d'injonctions au caractère nettement performatif. Le réalisé comptable sert ainsi de point de bascule pour afficher des objectifs et des contraintes (sur le gain de parts de marché, sur la rentabilité attendue, sur les hausses de salaires...) et de légitimation rhétorique à une politique, en même temps qu'il constitue une vérité en grande partie incontestable.
- Les actionnaires, en fonction desquels l'arrêté de comptes (et son corollaire, la proposition de distribution de dividendes) est de plus en plus réfléchi.
- La communauté financière, dont le jugement sur les résultats va rétroagir sur les conditions de financement et de développement.
- L'environnement économique et financier de l'entreprise, enfin, pour lequel les comptes arrêtés constituent la phrase qui vient étayer le débat des spécialistes.

Cet aspect vient renforcer ce que j'évoquais en première partie sur la mécanique d'actualisation que constitue le résultat. S'agit-il d'un jeu de dupes nécessaire ? Pas vraiment, car ce jeu se déploie selon des stratégies d'acteurs qui connaissent les règles et qui s'appuient sur le rituel comptable pour faire valoir leurs propres objectifs et *in fine* collaborer.

Le deuxième exemple concerne les démarches et outils prévisionnels. Désormais, les solutions extrapolatoires consistant à seulement indexer les modèles prévisionnels sur les valeurs monétaires issues de la comptabilité sont, Dieu merci, progressivement abandonnées. Les modélisations aujourd'hui combinent deux procédés conjoints de schématisation, orientés vers l'action et le changement : d'une part une schématisation opérationnelle, mobile, évolutive, contextuelle des processus et des enjeux, fondée sur l'expérience acquise et l'évaluation des décisions antérieures, créant un espace symbolique et éphémère de débat et de confrontation des acteurs, explicitement orientée vers le changement; et d'autre part une organisation des flux issus du modèle selon le schème comptable qui trace précisément le périmètre de l'entreprise et qui mesure les implications financières des projections simulées.

La performativité de la comptabilité tient justement à cette capacité d'encadrer et en quelque sorte d'accueillir le processus d'apprentissage propre au pilotage des entreprises. Il n'est pas fondé sur une connaissance au sens strict, mais, comme le terme schématisation l'exprime, sur un processus orienté vers l'action visant à momentanément créer un espace visible d'instruction et de débat et à ordonner provisoirement une réalité complexe et mouvante qui serait, sinon, peu ouverte à des volontés de rationalisation et d'emprise sur le monde.

Ces deux développements introduisent assez spontanément ce que nous avons désigné par effets régissants de la mesure comptable. On comprend en effet aisément que la mesure comptable requière certes un protocole de production des comptes (tout ce qui garantit la fiabilité du processus informationnel élémentaire et les principes de son contrôle) mais également un encadrement contextuel des modalités de validation *in fine*. En effet, de même que la comptabilité ne contient pas en elle-même ses critères de validation, de même il n'existe aucune autorité indépendante *en théorie* qui pourrait définir objectivement (on pourrait s'amuser à dire « scientifiquement ») des règles intangibles d'arrêté des comptes à partir des finalités intrinsèques de la mesure comptable elle-même. C'est la pratique comptable, son existence économique et sociale autonome et, surtout, le jeu contradictoire et potentiellement conflictuel des acteurs et des intérêts qui vont fonder très empiriquement le cadre normatif. Les normes comptables évoluent donc en fonction du contexte historique, économique et social. Elles traduisent des rapports de force changeants, ainsi la défense des créanciers, puis la reconnaissance des entrepreneurs, et aujourd'hui la consolidation de la position des actionnaires.

Les normes internationales en vigueur s'appuient sur la notion de Cadre Conceptuel tel que défini d'abord par les américains (FASB) puis par le Bureau des normes comptables internationales (IASB/IASC)¹³. Le Cadre Conceptuel est une novation importante car elle se présente comme une structure intégrée pyramidale avec en son sommet l'explicitation des objectifs des états financiers qui constitue en quelque sorte la « raison » des normes informationnelles, de contrôle et de diffusion. Cet ajout est doublement révélateur de la priorité désormais accordée au marché et aux investisseurs et d'un changement de paradigme puisque les normes ne sont plus limitées à la mesure et à son contrôle, mais s'étendent désormais aux acteurs économiques et financiers par la définition d'objectifs communs. Le changement est assez radical

¹³ L'IASB (International Accounting Standards Board) a pris la suite en 2001 de l'IASC (International Accounting Standards Committee) fondé en 1973. L'IASC procède à l'élaboration des normes IFRS (International Financial Reporting Standards) dont le processus de normalisation a été adopté en 2006.

puisqu'on passe (pour les seuls comptes consolidés, actuellement) d'un dispositif d'évaluation historique, transactionnel et prudentiel (ce que nous avons vu dans la première partie avec la notion de différentiel de valeur et autour de la notion d'inventaire) à un dispositif prospectif, conjoncturel et subjectif consistant à évaluer un actif en fonction de ses avantages économiques futurs attendus. Ce renversement demanderait à lui seul un développement spécifique; remarquons simplement qu'il marque l'aboutissement de ce moment de raison que nous évoquions en conclusion de la première partie : le résultat comme abstraction pure, anticipation de l'argent, expression de la finalité de l'échange marchand.

En conclusion : de la mesure à la valeur

La mesure comptable me semble pouvoir illustrer le lien proche, mais facilement conflictuel, entre la mesure et la valeur. En effet, la mesure renvoie, souvent de manière imaginaire, à une combinaison d'objectivation, d'unité, de reproductibilité et de validation technique, là où la valeur présuppose des formes de subjectivité de la part d'acteurs évaluateurs voire législateurs et des espaces symboliques ou concrets où la diversité des points de vue va se manifester : le marché, le conseil d'administration, les assemblées, les débats budgétaires, mais aussi les relations interpersonnelles, les familles, les communautés.... Le couple mesure/valeur porte intrinsèquement ce mouvement dialectique qui tantôt impose une mise en ordre, une régularité provisoire, une vision rassurante d'un monde qui sans cela nous échappe et tantôt fait valoir une énergie vitale, irréductible à la volonté de contrôle, qui entend jouir du chaos et des promesses de différence. La vie économique met en scène ce yin et ce yang, avec d'un côté son esprit de sérieux, le recours troublant à la raison, un vrai souci de régulation, d'équilibre et d'équité, et de l'autre la démesure des moyens, l'ivresse de la consommation et de l'appropriation, l'indifférence à peine voilée aux générations futures. La comptabilité en est la métaphore et la possibilité. La métaphore, car elle constitue non seulement le patrimoine mais également sa respectabilité, et en même temps, en particulier par son ancrage transactionnel, elle ouvre la voie à toutes les ambitions. La possibilité, parce que le protocole comptable garantit de façon incontestable une stabilité, une lisibilité et une sorte d'accord universel aux échanges marchands et que, dans le même temps, les fièvres langagières comme les appétits des normalisateurs peuvent tout aussi bien promouvoir le développement que nous précipiter dans la crise. La polarité de la partie double est finalement un clin d'œil de l'éternel retour. Pour terminer, parce ce que moi-même je suis comme tremblant face à cette polarité, je vais vous confier deux ou trois dernières choses que je sais d'elle.

La première concerne l'ambition de tous les managers, la création de valeur ! Avouez que vous ne pouvez y échapper ! Cette pratique consiste à questionner toute la chaîne de production de l'entreprise, en procédant à une décomposition très *opérationnelle* des processus et des activités qui les composent et en examinant le bien-fondé des décisions d'allocations de ressources de chacun des moments concernés, afin de maximiser la satisfaction des clients et donc le potentiel de rémunération des fonds investis. Elle est souvent efficace, mais parfois aussi la source de décisions malheureuses, en particulier dans l'articulation entre le court et le long terme (le temps sous-estimé) ou entre le local et le global (une vision de l'espace un peu naïve). Elle constitue toujours une mise sous tension de l'entreprise, salariés comme managers, par l'actionnariat.

La partie double reflète cette méthode ou du moins son exigence : dans la première partie, on a vu qu'à l'exception des ventes, les échanges au sein de l'entreprise se font à valeur constante; c'est un parti pris raisonnable qui consiste à simplement affirmer l'égalité de fait de tout échange. Cependant, si on soumet l'opération visée par l'écriture élémentaire de la partie double à un examen critique, si on rapporte la décision concernée à la finalité de l'action, la question de l'évaluation se pose inéluctablement : est-elle fondée ? L'opération est-elle conduite avec pertinence et efficacité ? Garantit-elle les objectifs de maximisation du résultat et d'optimisation de la trésorerie ? Ce moment critique élémentaire n'a évidemment pas lieu et c'est sans doute une des raisons de l'efficacité de l'opération. La création de valeur réaffirme à sa façon l'exigence du retour critique et pointe en quelque sorte du doigt la limite du fondement transactionnel de la mesure comptable. L'alchimie des interactions et des relations au sein de l'entreprise est décidément bien difficile à appréhender.

L'impératif éthique constitue l'autre tendance forte de l'époque actuelle, sur le versant non plus performatif, mais bien prescriptif. Il est pleinement synchrone avec le mouvement qui essaie de concilier l'arrondissement du monde et le développement durable. L'éthique s'impose dans le discours normatif comptable et participe totalement à cette ambivalence : d'un côté, derrière une rhétorique vertueuse, les normes modernes sont le fer de lance des groupes d'acteurs pour lesquels et par lesquels elles ont été initiées et le moyen judicieux pour amplifier l'actualisation d'avantages futurs; de l'autre, du côté du modèle rhénan ou de l'Europe du Nord, elles visent à inscrire les entreprises capitalistes dans le Monde, d'associer tant bien que mal les impératifs sociaux, la préservation des ressources, la péréquation des situations.

Ceci conduit tout naturellement à faire le constat d'une mesure comptable bloquée par le principe transactionnel, qui garantit certes la

représentation incontestable du patrimoine, mais qui, à l'origine et dès lors *in fine*, postule fondamentalement le temps comme matière première et l'argent comme résultante, l'argent donc comme valeur ! La comptabilité pourra-t-elle d'elle-même dépasser cette impasse, intégrer notamment l'utilité sociale et le développement durable ? C'est peu probable et c'est ce qui justifierait à mon sens une régulation d'un autre ordre.

Références

Marx, Karl

1963 Le Capital [1867] in Œuvres I. Paris: Gallimard.

Ricardo, David

1981 [1817] Des principes de l'économie politique et de l'impôt. Paris: Flammarion.

Spengler, Oswald

1948 [1918] Le déclin de l'Occident. Vol.1 Forme et réalité. Vol.2 Perspectives de l'histoire universelle. Paris: Gallimard.

Filmographie

Godard, Jean-Luc, réal 1963 Le Mépris. 103 min. Compagnia Cinematografica/ Films Concordia. France/Italie.

Christophe Beth
Expert comptable
christophe.beth@softreport.fr